



Déclaration finale des Rencontres Économiques 2020

#Aix en Seine

Agir face aux dérèglements du monde

La feuille de route des participants aux Rencontres Économiques 2020 : 8 axes pour répondre à la crise et relancer l'économie.

Ce texte est le produit d'une démarche et d'un recueil de réactions provenant de quatre sources : les réactions des membres du Cercle, des coordinateurs de session, des thinks thanks participant aux Rencontres Économiques, des trois webinars réalisés avec onze associations de jeunes (La FAGE, Mozaïk RH, Apprentis d'Auteuil, Nos quartiers ont du talent, Prométhée Education, Fondation FACE, Agence du service civique, Graine d'orateur, l'UNIGE, les Déterminés et l'UNEF), et les propositions issues de toutes les interventions des 72 sessions des Rencontres Économiques.

Dans notre esprit, ce texte n'est que le premier élément d'un débat, lancé par les Rencontres d'Aix en Seine et qui doit se poursuivre tout au long de l'été, avant le lancement des programmes publics de relance.

1. Les Rencontres d'Aix en Seine sur la situation de l'économie mondiale

"Nous sommes entrés dans le nouveau siècle sans boussole." Force est de constater que Amin Maalouf n'avait pas tort... l'humanité est confrontée à de nouveaux périls, sans équivalents dans l'Histoire des civilisations.

Aucun de nous n'avait prédit la pandémie que nous traversons actuellement, et encore moins la grave récession économique mondiale qu'elle a entraînée. Cette crise nous met devant deux grands défis. Le premier est de réfléchir aux solutions d'urgence pour minimiser les effets néfastes à court et moyen terme de cette épidémie, que ce soit la hausse du chômage structurel, l'accélération de la bipolarisation du marché de l'emploi, ou les inquiétudes grandissantes autour des entreprises non viables, dites zombies. Le second est d'imaginer le monde de demain : comment s'organiseront les



échanges commerciaux et les chaînes de valeur, quelle sera la nouvelle architecture financière internationale, comment évolueront les mouvements migratoires... la liste est longue.

Le constat partagé lors des Rencontres porte sur la nature des événements que nous connaissons : s'agit-il d'une rupture séculaire ou bien d'une accélération de bouleversements préexistants ? Il s'est dégagé un consensus selon lequel il s'agissait d'une accélération, on pourrait même dire d'une hystérisation, de transformations très profondes.

En effet, avant la Covid on assistait déjà à des ruptures majeures, dérèglement climatique, explosion des inégalités, transition démographique, révolution digitale. On pensait, à tort, que le monde, à la chute du mur de Berlin, s'était assagi, que des institutions internationales allaient réguler ce "village global". Au contraire, le tableau des risques s'est élargi. Panne du progrès technique, vieillissement de la population, financiarisation sans limites de l'économie, creusement des inégalités... la fin de l'Histoire, concept théorisé par Francis Fukuyama, paraît bien loin ! La récente crise sanitaire de la Covid vient donc renforcer et accélérer cet entrelac de chocs.

La réaction des gouvernements fut très forte et efficace, sans aucun doute. Cela a consisté dans un premier temps à protéger dans la plupart des pays, les systèmes productifs et donc l'emploi, en prenant en charge pour des secteurs entiers, les revenus de salariés, de fait au chômage. La première phase a entraîné une hausse de l'endettement massive. La deuxième étape, celle que nous vivons, est celle de la transition, celle du déconfinement, sachant que le consensus pour l'évolution des pays développés est que le niveau d'activité de fin 2019 ne sera retrouvé qu'à mi-2022.

Notre position est que cette transition sera longue. Cette phase de transition qui entraîne des politiques économiques spécifiques durera au moins jusqu'à la fin de l'année. Il s'agit donc là de maintenir des revenus, de soutenir les secteurs d'activité en perdition, et d'éviter le plus grand nombre de faillites possibles. Bien évidemment, dans cette deuxième phase comme dans la première, les problèmes de l'accroissement de l'endettement public et privé ne sont pas la priorité.

Et puis vient une troisième phase, celle de la vraie relance, qui intègre les éléments d'une croissance réinventée, d'une consommation, d'un mode d'investissement, de prise en charge des problèmes de climat, d'inégalités, de démographie, de formes de travail très nouvelles.



La grande difficulté consiste à ne pas confondre ces deux dernières phases et à prendre le temps de la réflexion, et donc du dialogue, pour trouver un équilibre entre les solutions d'urgence et la volonté d'inflexion de la trajectoire macroéconomique et sociale. Cela prendra du temps mais surtout du dialogue avec la société civile et c'est sur cette réflexion que s'inscrivent les Rencontres, qui se veulent le lancement de débats et de concertations sur tous ces sujets.

Nous parlons évidemment des pays développés, mais n'oublions pas les émergents ! Prenons l'exemple de ce qui pour nous est le plus proche, l'Afrique. Nous avons beaucoup aidé à ce que le Consensus de Washington, c'est-à-dire à l'idée que toute politique économique visant à venir en aide aux pays émergents soit soumise à des contreparties d'inspiration libérale, soit remis en cause par ce que nous avons appelé le Consensus de Dakar. Celui-ci cherche à concilier l'impératif d'investissements et la soutenabilité de la dette publique, en donnant plus de souplesse, la même que celle que nous nous donnons aujourd'hui. Cette nouvelle approche devrait inspirer, dans les mois qui viennent, l'ensemble des politiques d'aide et de coopération avec l'ensemble des pays émergents.

Mais revenons à notre sujet prioritaire, la France est en risque ! Certes, la reprise semble s'accélérer avec la réouverture des commerces et des écoles, et la possibilité d'aller travailler. Pourtant, la reprise suscite aussi de nombreuses interrogations et angoisses.

Nous sommes convaincus que seules des solutions audacieuses et innovantes pourront répondre aux trois enjeux identifiés par ces Rencontres : imaginer un grand plan débattu et partagé ; créer les conditions d'une société dynamique et solidaire ; renouveler les relations européennes et internationales. Dans cette interrogation, les économistes doivent apporter des réponses techniques à un certain nombre de questions. Jusqu'où faut-il relocaliser les productions ? Pour y réfléchir, il faut définir ce que nous appelons stratégique, ce que nous considérons comme élément de souveraineté, savoir si nous voulons nous contenter de diversifier les sources d'approvisionnement ou produire sur place. Faut-il avoir une politique plus ou moins protectrice sur nos frontières, notamment à travers la taxe carbone ?

C'est à ces premières questions que ces Rencontres ont répondu en indiquant à quel point il fallait privilégier la relocalisation d'activités à haute valeur ajoutée. Et que, certes, des éléments de



consommation courante pourraient être pour partie relocalisés, mais que ceci poserait des problèmes de pouvoir d'achat liés à l'augmentation du prix et des coûts de production.

Les économistes doivent également s'interroger sur les critères, sur les exigences de rentabilité, donc sur les capacités de financement pour les investissements massifs d'infrastructures qu'il nous faudra réaliser dans les années qui viennent. Là également sont proposées des solutions de financement nouvelles permettant d'intégrer de vraies visions du long terme dans les décisions d'investissement avec des rentabilités plus faibles. De la même manière les économistes s'interrogent sur les capacités d'endettement et jusqu'où l'on peut imaginer accroître celles-ci à titre public ou privé.

Les Rencontres ont considéré que ce débat n'était pas de la première urgence, notamment celui de l'annulation de dette. Mais en revanche, le maintien des politiques monétaires non conventionnelles peut avoir des effets dramatiques car l'accroissement des liquidités portera inexorablement sur le marché des actifs financiers et immobiliers, entraînant ainsi une hausse des prix comme nous le constatons aujourd'hui. C'est l'explication de cette rupture entre les marchés financiers et l'économie réelle. Les conséquences peuvent en être terribles. Nous assisterons certainement à une hausse très forte du prix de ces actifs donc de la richesse de ceux qui possèdent un patrimoine et la stagnation des revenus liés à la faiblesse de la croissance potentielle et à la hausse inexorable du chômage. C'est vraisemblablement le principal danger de l'explosion sociale car ce décalage entre revenu du patrimoine et revenu du travail risque de prendre une ampleur jusqu'ici inconnue.

Enfin, les économistes ont à réfléchir au compromis à réaliser entre les urgences, sur le plan du chômage, notamment celui des jeunes, et la volonté de verdir la croissance. Ces Rencontres ont aussi permis d'évoquer l'impact d'une nouvelle forme d'organisation du travail et le souhait de décroïsonner, déhiérarchiser, décriper nos sociétés à commencer par la société française.

Tout ceci nous a conduit à privilégier les **huit sujets** suivants.

Premièrement, il faut **donner la priorité à la jeunesse** en obtenant de la part des organisations patronales qu'un engagement soit pris pour que toute entreprise en situation de reprise puisse embaucher au minimum un jeune, pour un an avec une contribution totale de l'État. Pour ceux qui n'y



arrivent pas, la question de l'ouverture d'une année de formation supplémentaire est posée. Cela suppose une mobilisation du système éducatif le plus vite possible.

Deuxièmement, il faut **relancer au niveau français et européen les filières productives innovantes**. Mais faisons attention, l'objectif ne peut porter que sur des secteurs à haute valeur ajoutée, de véritables plans de robotisation, le tout assorti d'une politique de requalification. Cette question se pose en premier lieu pour les secteurs stratégiques, les médicaments en particulier, mais en fait ce sont des pans entiers de notre industrie qui ont été touchés par les délocalisations excessives.

Troisièmement, il faut **créer des emplois, favoriser la mobilité, et lutter contre la pauvreté**. La caractéristique du marché de l'emploi français est sa bipolarisation et son exclusion d'une partie de la population. La pauvreté en France est due notamment à la faiblesse du taux d'emploi. Cette crise doit nous permettre de repenser la requalification de ceux qui sont exclus et de leur donner une possibilité de s'émanciper.

Quatrièmement, il faut **lutter contre les fractures territoriales**. La disparité territoriale de la société française s'est déjà exprimée à travers la crise des gilets jaunes. Passée au second plan lors de la crise, la reconnexion des territoires français est essentielle. La mesure clé consiste à donner des pouvoirs et instruments financiers aux régions et collectivités locales.

Cinquièmement, il faut **décrisper, décloisonner, rétablir les liens fondamentaux dans la société française**. Depuis de nombreuses années, l'ascenseur social français est en panne. Il est nécessaire de revoir l'organisation actuelle de notre société afin de résoudre les trois fractures qui la minent : la fracture générationnelle, politique et syndicale. Au-delà, c'est la remise en cause de la hiérarchisation, unique au monde, de la société française qu'il faut aborder.

Sixièmement, il faut **reconstruire un État frugal, efficace et juste**. Au cours de la crise, l'État français a montré qu'il était constitué de hiérarchies très pesantes. À un moment, où les dépenses publiques sont massives, l'ensemble des administrations centrales, locales et hospitalières doivent être gérées avec un objectif de résultat.



Septièmement, il faut **bâtir un leadership moral de l'Europe**. Nous avons l'année dernière soulevé les dérèglements massifs du Monde, dont les risques d'un affrontement entre la Chine et les États-Unis. Ces dérèglements à la fois économiques, géopolitiques, militaires, sociaux et démographiques ouvrent des opportunités à l'Europe. Elles peuvent permettre à l'Europe d'être à l'origine d'un socle de valeurs globales, ce qui est la base d'une souveraineté économique et morale.

Enfin, il faut **penser long-terme, climat, financement de long-terme et intergénérationnel**. Depuis vingt ans, le monde vit au rythme quotidien des marchés financiers, nous détournant des projets de long-terme souvent considérés comme ayant des rentabilités plus faibles. Il nous faut donc bâtir un monde qui reprend à son compte les dérèglements déjà évoqués, le climat, la pauvreté, le vieillissement, la maîtrise de la technologie dans nos vies personnelles. Seule une perspective de long-terme autorise la prise en compte de ces objectifs vitaux pour l'avenir de l'humanité dans des économies perturbées à court-terme.

2. Propositions d'action

Les propositions d'actions sont structurées en 8 objectifs précis, à mettre en œuvre de manière urgente, correspondant à chacun des thèmes suivants :

1. Donner la priorité à la jeunesse
2. Relancer au niveau européen et français les filières productives innovantes
3. Créer des emplois, lutter contre la pauvreté et favoriser la mobilité
4. Lutter contre les fractures territoriales
5. Décrisper, décloisonner, rétablir les liens fondamentaux dans la société française
6. Reconstruire un État frugal, efficace et juste
7. Bâtir un leadership moral de l'Europe
8. Penser long-terme, climat, financement de long-terme et intergénérationnel



Axe n°1 : Donner la priorité à la jeunesse

Le vrai risque est l'arrivée d'une classe d'âge entière sur le marché du travail, sans aucune perspective d'embauche. Il nous semble que c'est le moment de résoudre les grandes problématiques qui concernent les jeunes : leur intégration sur le marché du travail, l'accès au logement et pour une partie d'entre eux le développement de leurs qualifications.

- Demander au MEDEF, à la CPME et à l'U2P de s'engager avant fin juillet afin que les entreprises s'engagent à recruter au minimum un jeune en fin d'études. Ce recrutement sera pris en charge totalement ou partiellement par l'État pour une durée d'un an. Pour ceux n'ayant pas pu bénéficier de ce dispositif, proposer de poursuivre une formation pour une durée d'un an tout en étant rémunérés au RSA. Enfin, pour les jeunes peu qualifiés, multiplier par dix toutes les formations de requalification (CNAM, écoles de la seconde chance, etc.) en les tournant vers les secteurs créant de l'emploi ;

- Porter la rémunération du service civique à 800 euros ;

- Pour les étudiants et les élèves :
 - Ouvrir le plus tôt possible l'ensemble du système éducatif pour un rattrapage des savoir-faire destiné aux étudiants de tous les niveaux, moyennant le versement d'une prime pour les enseignants et personnels impliqués ;

 - Proposer à tous les étudiants de niveau licence d'être tuteur d'élèves de l'éducation primaire, de collèges et du secondaire, dont les difficultés se sont accrues avec la fermeture des écoles ;



- Réformer les SEGPA (Sections d'Enseignement Générales et Professionnelles Adaptées) en rendant obligatoire des enseignements en informatique et numérique et en développant des partenariats avec des entreprises des technologies et de l'information ;

- Pour les jeunes actifs, faciliter l'accès à la propriété immobilière sous trois formes :
Baisser et au minimum lutter contre la hausse des prix de l'immobilier en régulant le prix du foncier en allongeant la durée des prêts immobiliers, en supprimant la TVA pour la première acquisition et en organisant des opérations de démantèlement entre foncier et bâti, et, ou entre usufruit et nue-propriété.



Axe n°2 : Relancer au niveau européen et français les filières productives innovantes

Cela fait des années que la France se désindustrialise, à coup de fermetures et de destructions d'emplois. La crise va accélérer ce phénomène et risque de précipiter de nombreuses entreprises vers la faillite. Il est vital de sauver les entreprises viables et d'établir des listes de secteurs dans lesquels les relocalisations sont possibles en étant lucides sur le fait que nous allons nous concentrer sur des secteurs à haute valeur ajoutée.

- Mettre en place un véritable « *Buy European Act* », sur le modèle américain, pour réserver aux entreprises européennes l'accès aux marchés publics dans certains secteurs, dont la santé et l'écologie.

- Redynamiser les filières productives avec la création d'un environnement favorable à une réindustrialisation :
 - Créer un grand ministère de l'industrie en France pour coordonner et cibler les politiques de production et d'emploi dans les filières productives ;

 - Pour reconquérir la maîtrise de nos chaînes de valeur dans des domaines stratégiques et à haute valeur ajoutée, créer des agences européennes sur le modèle des DARPA et BARDA américaines pour financer les innovations de rupture. Ces agences couvriraient les domaines de la défense, de l'énergie, du numérique et de la santé.

 - Etablir un vrai réseau de pôles de compétitivité et de clusters en Europe en leur donnant un statut qui leur permet d'investir dans les activités de proximité et les autoriser à lancer des joint-ventures ;



- Relancer l'investissement dans les entreprises :
 - Annuler le remboursement des intérêts des prêts garantis, et reporter le début du remboursement du capital de la dette à un minimum de 5 ans. Pour redonner confiance aux entreprises qui sont inquiètes d'une possibilité de faillite, il a été envisagé de transformer les prêts garantis en prêts participatifs ou en quasi fonds propres. Mais la démarche risque d'être très complexe et inadaptée au calendrier. C'est la raison pour laquelle nous proposons d'annuler les intérêts des prêts garantis sous condition exprimée par les banques qu'il ne s'agit pas de "zombies".
 - Revoir les règles de Bâle III et Solvency II pour encourager les financements verts et ESG ;
 - Créer, au niveau européen, un plan d'investissement de 500 milliards d'euros dans la technologie numérique et l'intelligence artificielle ;
 - Pour les industries traditionnelles, lancer un très grand plan de robotisation ;
- Prendre conscience que l'ensemble des métiers industriels et techniques sont sous-valorisés par rapport aux métiers commerciaux et de la finance. Ceci suppose de revaloriser ces métiers et de faciliter l'accès des formations économiques et commerciales ;
- Encourager l'investissement plus risqué de l'épargne des ménages par : (a) des incitations fiscales ; (b) des garanties étatiques sur une partie du capital ; (c) un minimum de rendement garanti ; (d) des labels encourageant l'épargne éthique.



Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence
3, 4 et 5 Juillet 2020

Agir face aux dérèglements du monde
Déclaration Finale

- Favoriser l'innovation en unifiant les évolutions de carrière entre le système universitaire, les grandes institutions de recherche et les grandes écoles en améliorant très significativement les carrières des chercheurs et en attirant les jeunes.



Axe n°3 : Créer des emplois, lutter contre la pauvreté et favoriser la mobilité

Le marché de l'emploi se bipolarise : les emplois intermédiaires se raréfient, entraînant une baisse de la rémunération et de la qualification de nombreux actifs. A cela vient s'ajouter la hausse inévitable du chômage et, par conséquent, de la pauvreté. La mobilité entre secteurs par la formation sera un levier essentiel pour y remédier.

- Lutter contre le chômage et se donner un objectif majeur en augmentant le niveau global de qualifications afin d'éviter la bipolarisation du marché de l'emploi :
 - Mettre en place un contrat de formation professionnelle de reconversion des employés licenciés des secteurs fortement touchés par la crise (aéronautique, automobile, etc.) pour les former aux secteurs créant de l'emploi (technologies de l'information et environnement par exemple) dans l'objectif d'empêcher une hausse du chômage structurel ;
 - Instaurer un droit à un an de formation pour les chômeurs de longue durée. Cette mesure permet de compléter le financement de la formation par le Compte Personnel de Formation (CPF), encore insuffisant ;
 - Revaloriser les salaires dans la Fonction Publique pour des métiers sous-rémunérés, les infirmiers et enseignants notamment. Ce problème extrêmement compliqué nécessite la mise à plat des grilles des salaires dans la Fonction Publique, prime comprise. La prise en compte de la valeur sociale attribuée par la population et les évaluations associées sont essentielles pour revaloriser ces métiers ;
 - Élargir les perspectives professionnelles et personnelles des emplois du secteur des services à la personne car les perspectives de revenus sont particulièrement peu attrayantes ;



- Lutter contre la pauvreté :
 - Créer une allocation unique universelle qui regroupe toutes les prestations sociales existantes de lutte contre la pauvreté et la précarité en une seule prestation unique, évolutive et simple. Cela fait des années qu'on en parle, faisons-le ;
 - Augmenter le minimum retraite dans le cadre de la réforme des retraites ;
 - Repenser la politique du logement social pour les très pauvres, inciter par exemple les assureurs vie à y investir par un avantage fiscal ;
 - Faire de la location-accession et pas uniquement dans le logement social ;
 - Exiger, pour les personnes vivant dans des logements sociaux, que toute proposition de changement d'emploi à une distance importante soit assortie d'une proposition de changement de logement social proche du nouveau lieu de travail ;
 - Construire massivement des logements sociaux à un prix abordable.



Axe n°4 : Lutter contre les fractures territoriales

Au cours des dernières décennies, la France s'est développée à deux vitesses, excluant toujours plus ses territoires ruraux et certaines villes. Lors du confinement, de nombreux français se sont reconnectés à ces territoires, redonnant vie à des solidarités parfois oubliées. Il est fondamental de continuer à développer ces solidarités au niveau local et ce partout en France, pour redynamiser ces territoires.

- Lancer le débat avec les français en instaurant une convention citoyenne sur le pouvoir des territoires ;
- Relancer une nouvelle étape de décentralisation, en mettant en avant le principe que, lorsqu'une compétence est transférée vers une région ou une métropole, l'État central s'en dessaisit. Il est nécessaire de donner aux régions toutes compétences sur l'emploi, en s'appuyant sur les bassins d'emploi, et de leur permettre d'avoir leurs propres fonds d'investissement ;
- Créer un nouvel instrument de lien direct au niveau local sous la forme de micro-banques, financé à partir de l'épargne privée locale et d'opérations de crowdfunding, pour développer l'initiative privée dans les territoires ;
- Réaliser l'implantation de la fibre optique sur tout le territoire français en deux ans ;
- Augmenter la régulation du marché de l'immobilier, en faisant baisser les prix en encadrant les prix des terrains et donc en plafonnant les marges de promoteurs ;



- Développer la “ville du quart d’heure”, où toute personne peut disposer de l’ensemble des services dont il a besoin dans un rayon de quinze minutes à proximité de son domicile ;
- Employer un animateur de communautés web dans toutes les mairies de France pour initier les habitants aux services du numérique, ainsi que nourrir et entretenir les réseaux sociaux de proximité (quartier, village, bâtiment, etc.).



**Axe n°5 : Décrisper, décloisonner, rétablir les liens fondamentaux au sein de la société
française**

La crise sociale des gilets jaunes a mis en lumière la fragmentation de la société française et l'impossible discussion aussi bien au niveau politique que syndical. Par ailleurs, l'isolement des personnes âgées pendant la crise sanitaire montre aussi l'urgence de rétablir des liens intergénérationnels qui sont fondamentaux pour notre société.

- Rendre obligatoire le chèque syndical dans les entreprises, titre de paiement émis par l'employeur au salarié afin que ce dernier puisse financer un syndicat de son choix, sans avoir à y adhérer. Le chèque syndical est financé en entier ou en partie par l'employeur ;

- Généraliser les mécanismes de participation, intéressement et actionnariat salarié dans les entreprises ;

- Octroyer aux salariés 30 % des sièges dans les conseils d'administration ;

- Renforcer la solidarité entre les générations :
 - Développer la pratique d'activités socialisées par les seniors, activités sociales un peu contraignantes et d'intérêt général. Cela peut être permis par l'extension du Compte Personnel de Formation à la retraite, afin de doter les seniors d'outils dont ils ont besoin pour s'engager ;

 - Etablir une assurance dépendance obligatoire en contrepartie d'une facilitation des donations des seniors envers les plus jeunes générations ;



- Développer la transformation du patrimoine immobilier des seniors en patrimoine liquide afin de leur permettre d'augmenter leurs revenus et transmettre leur patrimoine aux générations plus jeunes.



Axe n°6 : Reconstruire un État frugal, efficace et juste

La crise sanitaire a montré la difficulté pour l'État de répondre de manière efficiente en temps de crise. L'État devant faire face à des dépenses publiques massives, il devient nécessaire de modifier la logique de fonctionnement de l'État dans l'objectif de le rendre plus efficace et d'établir des mesures fiscales plus justes entre générations.

- Modifier la logique de fonctionnement des trois fonctions publiques (fonction publique d'État, fonction publique territoriale et fonction publique hospitalière) en les rendant plus efficaces. Sans modifier le statut de la fonction publique, évoluer vers un modèle d'agences à la suédoise où les administrations publiques ont une autonomie budgétaire et opèrent à partir d'objectifs sur lesquels ils sont évalués ex-post ;
- Cibler des impôts Covid temporaires et cela pour deux ans mais pas avant d'avoir retrouvé le niveau d'activité d'avant crise. Ces mesures doivent inclure une taxe spéciale sur les entreprises qui ont bénéficié du confinement, notamment les GAFAMs ainsi que l'établissement d'une taxe Covid à la Pigou sur les seniors à partir d'un certain revenu, c'est à dire une taxe qui relie le confinement, destiné à protéger de manière prioritaire les populations à risque, à l'effort demandé pour financer la transition.



Axe n° 7 : Bâtir un leadership moral de l'Europe

L'Europe a pour socle des valeurs de protection sociale, de solidarité d'ouverture au monde, d'aide aux pays en difficulté et de respect de la vie privée. C'est sur ces différents points qu'il faut rétablir un nouveau leadership moral.

- Bâtir le socle d'une assurance chômage européenne ;

- Élargir le vote à la majorité qualifiée au lieu de l'unanimité dans les instances européennes ;

- Donner à l'Europe une vraie politique d'aide aux pays émergents :
 - Face à l'urgence des besoins d'investissement dans les pays émergents, les partenaires au développement doivent tenir compte de la valeur des actifs dans l'analyse de la viabilité de la dette de chacun des pays du continent ;

 - Lutter contre l'échange inégal, notamment la faible rémunération des matières premières et le déficit encore persistant dans la création de chaîne de valeurs par la transformation locale des produits ;

 - Rétablir un regard objectif de la part des institutions internationales sur la perception du risque en Afrique qui est aujourd'hui exagérée et qui pèse sur les notations des projets d'investissement ;

 - Garder les capitaux dans les pays émergents grâce à la politique monétaire ;



- Faire des plans de sauvetage dans les pays émergents comme on l'a fait en Europe pour le Portugal, Chypre, etc.
- Annuler les dettes bilatérales ;
- Convertir la dette à forts taux avec des taux plus faibles ;
- Redéfinir le cadre des marchés du numérique :
 - Il faut d'abord protéger les données personnelles au niveau européen avec la mise en place du *Cloud European Act*, pour s'assurer qu'elles restent la propriété des européens. Par ailleurs, au niveau individuel, il faut mieux réglementer le consentement au partage des données privées sur les sites, afin de renforcer la maîtrise des données personnelles par les individus.
 - Créer une autorité de régulation des entreprises du numérique (GAFAMs), car les autorités de régulation actuelles ne sont pas en mesure de répondre au problème ;
 - Encourager la création de "commons" dans le domaine de l'intelligence artificielle, sur le modèle des logiciels libres et indépendamment des GAFAMs et des institutions publiques ;
 - Systématiser, pour l'application des politiques publiques, l'usage d'un nouvel indicateur économique, social et environnemental à la place du PIB au niveau européen, afin d'ouvrir la voie pour une application ultérieure au niveau des États.



Fiche n°8 : Penser long-terme, climat, financement de long-terme et intergénérationnel

Bien que la politique économique s'attarde sur les mesures d'urgence, il est aussi essentiel de penser au monde d'après, afin d'assurer les transitions. Mener des politiques et projets sur le temps long est aujourd'hui nécessaire, en particulier sur l'environnement, l'harmonie entre générations, l'investissement de long terme et la définanciarisation du monde.

- Lutter contre le changement climatique :
 - Appliquer vraiment les Accords de Paris sur le climat ;

 - Appliquer une taxe carbone aux frontières de l'Union Européenne, sur les produits importés ;

 - Améliorer le Système d'Échange des Quotas d'Émission de l'UE (SEQE - UE) en établissant une trajectoire carbone avec des droits d'émission carbone régulés et dont le sentier de prix est fixé à l'avance, au sein de l'Union Européenne ;

 - Ajouter un dividende carbone pour les individus et les entreprises pour redistribuer les ressources de la taxe aux plus démunis et inciter les entreprises à se transformer ;

 - Étendre le SEQE-UE au secteur maritime ;

 - Subventionner les innovations vertes, dans le cadre des agences types DARPA énergie adaptées pour l'Europe ;



- Développer les actions des banques centrales et commerciales, par exemple en effectuant des “climate stress tests”.

 - Multiplier par deux le fret ferroviaire sur 5 ans ;

 - Instaurer une notation sur la qualité écologique des villes. Aujourd’hui, les grandes villes mènent des actions pour lutter contre le climat, à l’image de l’initiative C40. Cela est insuffisant. Il faut instaurer en France une notation annuelle des villes sur 12 critères, à savoir la qualité de l’air, les émissions de CO2, le mix énergétique, l’efficacité énergétique des bâtiments, la production et le traitement des déchets, les investissements municipaux “verts”, l’économie circulaire, la mobilité, la propreté des espaces urbains, la présence d’espaces vert et la qualité de l’eau.
-
- Réconcilier l’exigence de rentabilité des marchés financiers et la faible rentabilité des projets de long terme. Deux mesures doivent être mises en avant : il faut d’abord associer les financements privés et publics, à travers la Banque Publique d’Investissement. Ensuite, nous devons donner aux pouvoirs publics la possibilité de garantir, pour les seniors, l’épargne engagée dans ces projets ;

 - Elargir le droit de l’assurance en rendant obligatoire dans un contrat la mention de risque de perte d’exploitation dans le cadre d’une pandémie ;

 - Exonérer de TVA la transformation des bureaux en logements.